



# Presse Internationale

n°39 – juin 2006 - 1€ (soutien 2€)

**LIT-QI**

LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - IV INTERNATIONALE  
EN BELGIQUE

www.litci.org - lital.be @tiscali.be

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'élan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

## SANS-PAPIERS

Vers une  
**coordination internationale**

p.3

Interview avec **Ali Guissé**

p.4

## RACISME

**Une marche pour blanchir**

p.8

## Brésil

### **CONLUTAS**

Une nouvelle direction  
des travailleurs est née

p.15

## Bolivie

Nationalisation du gaz et du pétrole :

### **UNE VICTOIRE DU PEUPLE BOLIVIEN**

Un exemple pour la lutte  
en Amérique Latine

p.10



***S'ils étaient nés aux Iles Canaries...***

*Aussi dans ce numéro :*

Edito : De la rue au parlement... - p.2

Défense des combattants - p.16



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QL, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

## De la rue, au parlement...

Quatre ans après l'occupation du béguinage et la procédure de régularisation de 1999, les premières mobilisations réapparaissent avec les Equatoriens suite aux rafles et aux expulsions. Puis, avec les ordres de quitter le territoire, sont venues les grèves de la faim des Afghans, des Iraniens, etc. jusqu'au mouvement actuel de mobilisation à une échelle nationale sans précédent avec l'UDEP. Alors qu'ils étaient encore isolés, la peur au ventre, que la condition de sans-papiers était encore méconnue ou sous-évaluée par la population belge, ils ont commencé à se lever pour revendiquer leur dignité, leur droit à de meilleures conditions de logement, de traitement ou de travail.

Les batailles n'ont pas toujours été gagnées, même si le gouvernement nous pousse toujours à crier Victoire pour nous faire baisser la garde, mais chaque expérience a permis au mouvement d'avancer, à chaque organisation de se construire. Sont apparues tout d'abord les assemblées de voisins, puis la CRER et après un long travail, l'organisation des sans-papiers, l'UDEP. Géré par les sans-papiers eux-mêmes, toutes communautés confondues, cet organisme s'est vite propagé à travers tout le pays. Elle se renforce avec les organisations de soutien qui se mettent à son service et dont leur existence même a été jusqu'à être criminalisée.

Depuis août 2005, avec l'accord entre Fedasil et la direction du Petit Château, l'incarcération et la libération de Dédé, le mouvement n'a pas arrêté de se renforcer. On se souvient du crescendo des 2.000, 5.000, des 10.000 personnes dans la rue sous une même enseigne lors de la première manifestation nationale. Une nouvelle force politique s'installe. L'occupation, puis la victoire de ceux de Saint-Boniface. Le gouvernement a plié et les sans-papiers, plus impatients que jamais, ont compris le message et occupent rapidement plus d'une vingtaine d'églises.

C'est le fruit de toutes ces générations de lutte, tout ce mouvement, massif, et le soutien que les sans-papiers ont trouvé parmi les belges qui ont finalement, trois ans plus tard, imposé le débat

parlementaire, rien QUE ça ! Cette étape parlementaire est contradictoire parce qu'elle est pleine d'espoirs, mais également pleine de dangers.

La bourgeoisie belge ne veut pas abolir le sort de ces 150.000 « clandestins », les fondements de ses profits en dépendent. C'est ainsi que tout en disant ne pas pouvoir héberger toute la misère du monde, ces travailleurs immigrés sont bel et bien plongés dans la misère pour embellir les résultats financiers de notre pays, pour qu'il reste « le bon élève européen ». Voilà ce que défendent au fond mêmes ceux qui se disent 'socialistes' au gouvernement, ceux qui sont empêtrés dans la corruption, qui s'en mettent plein les poches et qui se débattent pour garder leur(s) poste(s). Pour sauvegarder les bénéfices, ils ne sont pas prêt à couper court à cette discrimination selon le lieu de naissance. Et si du même coup ils propagent l'idéologie de l'extrême droite en continuant, de fait, à considérer ces travailleurs comme des criminels, c'est sans scrupule. Mais dans le jeu de la démocratie bourgeoise, ils doivent également jouer bonne figure vis-à-vis des électeurs, contexte préélectoral oblige.

Au parlement, c'est tout d'abord l'examen des deux projets de loi du ministre Dewael, et ensuite pas moins de 17 propositions supplémentaires, qui devront être discutées : droit d'asile ou droit de séjour, commission permanente sans objectifs déterminés, critères « précis » pour on ne sait pas encore quoi, circulaire ou loi, etc. Autant de pièges juridiques que les sans-papiers devront déjouer pour obtenir un maximum de régularisés, chacun est une victoire. Mais face à cet espoir, ce sera le désespoir de ceux qui resteront sur le carreau, avec le risque de démobilitation.

Mais jusqu'à quand ? Le défi des organisations est d'ores et déjà de renforcer et d'orienter le mouvement pour garantir de solides victoires. Car s'il y a une chose à retenir, c'est que seule la lutte paie. Pour nous, cela passe par la syndicalisation et la coordination internationale des organisations de sans-papiers. Les premiers pas ont été faits dans ce sens.

**Pour la régularisation  
de tous les sans-papiers !**

## Vers une coordination internationale

Le 12 octobre 2006, José Manuel Barroso et Louis Michel présenteront à la Commission européenne un plan nommé « Stratégie européenne pour l'Afrique », avec le sous-titre « Vers un pacte eurafricain qui accélère le développement ». Le but est de combattre à l'origine le problème de l'immigration. Ce serait une sorte de Plan Marshall. Ce « Plan Afrique » sera alors présenté au Conseil européen en novembre, avec l'intention qu'il soit approuvé par les chefs d'Etat en décembre.

Après avoir participé à une réunion de Ministres de l'Intérieur des pays limitrophes de la mer méditerranéenne occidentale en octobre 2005, Soledad López, du Ministère de l'Intérieur espagnol, a défendu « *la nécessité de continuer à renforcer la collaboration [...] pour faire face avec plus d'efficacité au terrorisme international, à l'immigration illégale et au crime organisé.* »<sup>1</sup>.

Entre-temps, le Plan a été approuvé le 19 mai 2006 aux Îles Canaries, particulièrement impliquées dans le flux de migration, ce qui doit « *aider à mettre un terme au phénomène de l'immigration irrégulière* » selon le secrétaire général du parti socialiste de l'île. A partir de juin, huit pays de l'Union européenne vont contribuer avec des agents, des patrouilles navales et des moyens aériens pour vigiler les côtes africaines dont partent les embarcations avec des « illégaux ».

Le principal objectif est d'arriver à un accord pour renvoyer immédiatement au pays d'origine n'importe quelle embarcation avec des « clandestins ».

Il y aura aussi une promotion (c'est-à-dire des subsides avec l'argent du contribuable) pour que des entreprises multinationales s'installent en Afrique, ce pourquoi on va améliorer le réseau de transport et la sécurité juridique, tout cela dans le but avoué que « les gens restent chez eux ». Le loup disait bien au petit chaperon rouge : c'est pour mieux vous manger...



Face à cette politique qui a clairement une envergure européenne, les sans-papiers doivent aussi s'organiser sur une échelle plus large, au-delà des frontières de chaque pays.

Un pas a été fait dans ce sens, le samedi 27 mai 2006, avec une réunion internationale à Bruxelles, avec la participation de la Belgique (UDEP), de la France (CNSP) et de l'Espagne (ATRAIE), les camarades de l'Angleterre ayant envoyé un message de soutien à l'initiative. En réponse au « Plan Afrique », lors de cette réunion, le camarade d'ATRAIE disait que « S'il ne veulent pas nous donner des papiers, s'ils ne veulent pas nous reconnaître, nous n'accepterons pas non plus leurs multinationales chez nous. ». Il a été décidé de mettre sur pied une coordination internationale à l'occasion d'une rencontre déjà programmée pour la rentrée. Une série de mesures concrètes ont également été prises (voir encadré).

<sup>1</sup> [www.canarias7.es](http://www.canarias7.es) - 03/10/2005

### Décisions prises par les représentants des trois organisations :

- 1) Une déclaration internationale (commune) sur la situation des immigrés aux Iles Canaries sera élaborée.
- 2) Le Manifeste international (France, Espagne, Etats-Unis et Belgique) sera diffusé largement.
- 3) Chaque organisation établit un compte-rendu de la situation nationale de la lutte.
- 4) La CNSP (France) entreprend les démarches vers une autre initiative internationale (Italie, Suisse, Pays-Bas, Allemagne) : envoi du compte-rendu de Bruxelles et proposition d'une rencontre entre les deux initiatives à la rentrée. ATRAIE s'occupe des contacts avec le Portugal.
- 5) Les contacts avec des organisations démocratiques, syndicales, etc. issues des pays d'origine (Mali, Bénin, Sénégal, etc.) seront centralisés.
- 6) Pour la première fois, des actions internationales seront coordonnées, à l'occasion des 10 ans de l'expulsion des sans-papiers de l'église St-Bernard en France le 23 août (à l'origine de la création de la CNSP), et de la commémoration de l'assassinat de Sémira Adamu
- 7) Pour 2007, des actions et déclarations communes seront programmées dans le contexte électoral généralisé, ainsi qu'une mobilisation coordonnée pour le premier mai.
- 8) L'UDEP fait le compte-rendu de la réunion.

---

## Interview avec Ali Guissé, coordinateur et porte-parole de l'Union pour la Défense des sans-Papiers (UDEP).

---

**PI : A la manif du premier mai, tu annonces que tu revenais d'Espagne. Qu'as-tu été faire là-bas ?**

*J'y ai été pour les journées culturelles de l'Association des Travailleurs Immigrés Espagnols (ATRAIE). C'est quasi la même chose que l'UDEP. La différence est que l'UDEP est un mouvement des sans-papiers géré par les sans-papiers. ATRAIE est un mouvement des travailleurs immigrés avec ou sans papiers, les autochtones avec les allochtones, tous dans la même association. Mais nous défendons la même cause, à savoir la régularisation des sans-papiers, l'accès au travail des sans-papiers et tout ce qui suit. Donc on défend les droits fondamentaux. C'était leurs journées culturelles et l'UDEP, notamment, a été invitée. J'ai donc participé aux débats avec une prise de parole. J'ai expliqué comment s'organisait le mouvement. J'ai fait le point du mouvement ici en Belgique. Il y avait également des représentants des mouvements de sans-papiers de Russie.*

**PI : Y avait-il encore d'autres pays représentés ?**

*Oui. La France et les Etats-Unis se sont excusés car ils étaient invités. Il y avait aussi une association panafricaine qui a un siège à Madrid et à Londres, ils représentaient des sans-papiers de Londres.*

*Chacun a fait le point de la politique d'immigration de son pays.*

*Ce qui m'a touché c'est qu'en Espagne je n'étais pas considéré comme représentant d'un mouvement de sans-papiers mais comme un Belge. Au moment même je n'y ai pas fait attention mais quand je suis allé au lit j'ai commencé à cogiter sur la journée et je me suis rendu compte que, là où j'ai pris la parole, il était mit « Belgique ». Quand on me présentait on disait « notre ami belge. ». Et là je me suis dit que ce mouvement est devenu aujourd'hui tellement fort et que le combat des sans-papiers est devenu tellement légitime au niveau de l'Europe, que quand on bouge on ne nous voit plus comme « sans-papiers » ou représentant d'un mouvement de sans-papiers mais comme ressortissant de ce pays. Donc, sans le vouloir, on nous considère comme un ressortissant du pays duquel on vient. Cela m'a vraiment fort touché.*

### Expérience française

En mai 2000, sans pouvoir se douter des futures mobilisations de masse contre la Constitution européenne ou contre le CPE, voici le point de vue éclairé de Mamadou Diouk, porte-parole de la Coordination nationale des sans-papiers de France, sur les perspectives de l'Union européenne.

**«La passion avec laquelle les gouvernements européens harcèlent toujours plus les étrangers préfigure «l'Europe sociale» qu'on nous prépare. Ceux qui, parce qu'ils ont les bons papiers, estiment qu'ils ne sont pas concernés par notre lutte se trompent : ils ne voient pas que l'on expérimente actuellement sur les sans-papiers la mise sous silence des citoyens les plus faibles de l'espace européen.»**

*Syndicat, 19-05-2000 (journal de la FGTB)*

**PI : Est-ce que tu as observé des différences entre les situations des sans-papiers dans d'autres pays ?**

*Non, au contraire. J'ai vu que la politique de l'Europe forteresse se répercute partout. On est confronté à une politique beaucoup plus répressive vis-à-vis de l'immigration, vis-à-vis des sans-papiers, vis-à-vis même des travailleurs, etc. C'est toujours la même chose que cela soit en France, que cela soit en Belgique, en Allemagne, en Hollande ou en Espagne. C'est toujours la même chose donc il n'y a pas de différence entre les pays. C'est la raison pour laquelle on s'est dit qu'il faut qu'on réagisse, il ne suffit pas de s'asseoir et de faire des colloques d'un pays à l'autre pour résoudre le problème mais d'être acteur. Et pour être acteur il faut créer la coordination internationale des immigrés et essayer de travailler tous ensemble. Car on répond à l'Europe forteresse, à ce qu'ils ont créé, l'OTAN, l'ONU, le FMI, la Banque Mondiale, etc. Donc pour répondre aussi à cela – bon, on dit pas qu'on va créer l'alter mondialisme – de notre point de vue, on doit être acteur et créer une coordination qui pourra défendre les sans-papiers et les travailleurs en général.*

**PI : Est-ce que tu penses que cela va aider les sans-papiers dans leur lutte ici ? Et si oui, comment ?**

*Oui, je pense que cela peut porter ses fruits. Comme tout mouvement, au début c'est difficile de faire passer l'information, et même si on fait passer l'information, les gens la reçoivent mal. Je me souviens de l'UDEP ici à Bruxelles, on traînait à quatre pattes. Personne ne venait à nos réunions, on se retrouvait seul dans les réunions qu'on organisait chaque samedi. Et puis, aujourd'hui on fuit même les réunions ! C'est pour dire qu'au début il est toujours difficile que les gens prennent conscience. Et c'est la même chose actuellement, en Belgique, pour faire comprendre aux sans-papiers qu'il y a un mouvement international qui prend forme. Même s'ils le savent, ils ne vont pas venir car ils ont un besoin urgent, leur cas d'abord. Il faut régulariser à travers les occupations d'églises. Pour créer le mouvement international, on ne doit pas être 200 personnes. Je pense que si les organisations sont représentées par 2 à 3 personnes, au niveau européen, y compris Bruxelles et la Belgique, on pourra avoir un nombre de 60 personnes pour créer le mouvement. Donner un nom du mouvement comme première étape, puis faire une charte ou règlement d'ordre international (je ne dirais pas intérieur !). Au début, on appelle d'abord à faire les fondations et ensuite, c'est ouvert à tout le monde et chacun pourra participer. Au début, on a donc d'abord besoin d'un noyau dur, solide et avec une confiance mutuelle.*

### **PI : Sur quelles bases va se faire le mouvement ?**

*Ce sera un mouvement de défense des droits fondamentaux. Le mouvement est beaucoup plus large que l'UDEP, car ça concerne les sans-papiers, ça concerne les travailleurs sans papiers et ça concerne les travailleurs autochtones aussi. C'est un mouvement qui englobe la précarité en général, qui réunit tout le monde.*

*Ce que ATRAIE fait m'a inspiré car ils ne font pas la différence entre l'autochtone espagnol, l'immigré qui à son sac sur le dos ou le sans-papiers qui vit en Espagne. Tous ensemble pour défendre une cause, celle du travailleur immigré ou sans papiers. Sans ce mouvement, on veut déjà avoir la même façon de faire pour éviter que si quelqu'un a par exemple un problème avec son employeur, le mouvement ne reste pas sans rien faire. Non, on se réunit tous et on fait quelque chose, on ne va pas attendre que cela soit un sans-papiers ou Ali. On ne veut donc pas se focaliser seulement sur les sans-papiers mais faire quelque chose de plus large et qui est ouvert à tout le monde.*

### **PI : Le mot d'ordre de la manif du premier mai était : « Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs ! ». Pourquoi est-ce que l'UDEP a lancé ce slogan ?**

*Ce slogan est venu de façon spontanée. C'était lors de la manif des syndicats (le 25 octobre 2005). On y a participé en tant que mouvement d'occupants de l'église Saint-Boniface. On a participé à cette manif nationale sachant qu'il y a des travailleurs sans papiers et que l'on parlait du problème de la prolongation du contrat de travail, le « pacte de solidarité entre les générations ». On s'est dit que si on régularise les sans-papiers qui travaillent au noir, cela pourrait remplir les caisses de la sécurité sociale et on pourrait résoudre ce problème de pacte entre les générations.*

*Lors de la manif il y a quelqu'un qui a crié « Avec ou sans papiers, on est tous des travailleurs », et là, c'était spontané et c'était réel aussi. Donc là, on ne défend plus le travailleur belge, on ne défend plus le travailleur sans papiers, mais on défend tous les travailleurs ! Ici, le problème d'identité n'a pas d'importance, le plus important c'est qu'on contribue. On est des consommateurs mais on est aussi des producteurs. Ainsi, c'est pour dire : « avec ou sans papiers », nous contribuons à l'économie du pays, « avec ou sans papiers » nous travaillons tous, « avec ou sans papiers », nous sommes solidaire, tous ensemble, pour montrer qu'on est tous unis contre ce que le gouvernement veut faire.*

### **PI : Et que penses-tu de la manif du premier mai à Bruxelles ?**

*Moi je dis que c'était positif. Pourquoi ? Parce que l'année dernière il y avait peu de sans-papiers, 500. Cette fois-ci, on était trois fois plus. Il y a eu plus de 1.500 personnes dans les rues cette année et voir que, aujourd'hui, les sans-papiers réclament leur droit au travail, leurs droits qui sont là, moi je trouve cela positif.*

*C'est pourquoi je dis que l'UDEP a atteint son premier objectif qui est de sensibiliser les sans-papiers. Dire aux sans-papiers qu'il est temps que nous nous levions et que nous réclamons nos droits.*

*Comme je l'avais dit à Saint-Boniface, au début de l'occupation : on a tous entendu la chanson de Bob Marley « Get up, stand up. Stand up for your rights ». On l'a toujours écouté, chanté dans nos douches, dans nos chambres, avec nos amis, dans les boîtes de nuits, partout, mais ça n'avait pas de sens. Aujourd'hui cela a un sens et aujourd'hui les sans-papiers ont compris ce « Get up, stand up for your rights » et que c'était l'heure pour nous. Bob Marley l'a chantée il y a plus de 25 ans mais aujourd'hui cela a un sens pour nous. Nous comprenons cette parole et nous nous battons pour cela. Donc cela veut dire que notre objectif est atteint et que l'UDEP a dit : « Levez-vous et réclamons nos droits ». Les sans-papiers n'ont pas entendu et nous l'avons répété, et répété. Et aujourd'hui, sans même que nous le disons, ils s'organisent eux-mêmes dans des villes où je n'ai même jamais été comme Arlon, Eghezée, Tournai, ils s'organisent et font appel à l'UDEP.*

*Nous avons toujours dit que tu cours moins de risque d'être expulsé en sortant et en réclamant tes droits, qu'en restant assis et en se cachant pour aller acheter un pain à la boulangerie. Tu cours plus de risques à la boulangerie à acheter un pain que de sortir et de réclamer tes droits !*

### **PI : Pourquoi est-ce que l'UDEP organise ce mouvement d'occupation et quelles en sont les perspectives ?**

*Nous avons rédigé une proposition de loi qui sera discutée à la chambre le 23 mai. Ce débat, et sans trop jeter des fleurs sur le mouvement, c'est le mouvement qui l'a créé. Ce débat n'était pas à l'ordre du jour dans l'agenda politique. En novembre-décembre 2005, on ne parlait pas de cela. Il a fallu que le mouvement se lève, que les sans-papiers se lèvent, que l'UDEP se lève et fasse une proposition de loi et la déposer à la chambre, par un parlementaire, et encore pousser le débat. Aujourd'hui, tous les partis politiques déposent une proposition de loi, même le CD&V du côté flamand a fait une proposition de loi pour régulariser les sans-papiers. C'est pour dire que seul le combat paie, seule la lutte paie. Si on n'avait pas forcé l'agenda politique, je ne pense pas*

#### **Les sans-papiers et le Premier mai**

Actuellement les sans-papiers sont à l'avant-garde de la lutte de notre classe, et pas seulement en Belgique.

Ce sont les sans-papiers qui ont redonné un sens à la célébration du Premier mai à Bruxelles, alors que la FGTB y faisait une fête sponsorisée par le grand capital. Ils étaient plusieurs milliers, ensemble avec des travailleurs avec papiers, pour revendiquer ce jour de lutte dans la rue.

Aux Etats-Unis, pays qui a été à l'origine de la célébration du Premier mai comme jour de lutte, cette tradition était tombée dans l'oubli, et ce sont aussi les sans-Papiers qui ont repris le flambeau, avec des millions d'immigrants dans la rue.



qu'on aurait parlé toi et moi de cela aujourd'hui. Actuellement, notre objectif est à moitié atteint parce qu'on a fait la moitié du chemin : c'est déjà au parlement. Ce qui était impossible, impensable pour certaines personnes, est aujourd'hui possible. Donc on a rendu l'impossible possible et c'est la raison pour laquelle moi je dit à tous les occupants : « l'impossible n'existe pas, la seule chose qui existe c'est de ne pas oser ». Tant qu'on n'ose pas sortir, tant qu'on n'ose pas faire ce qui est impensable, on ne va jamais atteindre quelque chose.

#### **PI : Et concernant l'objectif des occupations ?**

C'est qu'il y ait une régularisation avec des critères clairs et permanents, inscrit dans la loi. Pas de circulaires, mais inscrit dans la loi, c'est l'objectif des occupations. Donc on ne compte pas rester dans les occupations pendant 10 ans, mais on pense que les choses vont bouger dans peu de temps. On se dit que d'ici peut-être six mois on aura une réponse de la part du gouvernement. On aura une réponse positive ou négative. Il y aura des élections, donc on aura une réponse et c'est à nous de nous organiser. Si c'est positif, qu'est-ce qu'on devra faire pour que tout le monde puisse être régularisé... Si c'est négatif, que doit-on faire pour leur répondre. Car maintenant c'est, on contre-attaque, c'est un rapport de force : ils répliquent, nous répliquons et ainsi de suite.

Notre objectif avec ces occupations c'est qu'il y ait une loi de régularisation avec des critères clairs et permanents.

#### **PI : En prenant en compte le contexte international et le niveau de répression en Belgique comme les opérations TAM-TAM, comment vois-tu l'avenir du mouvement ? Es-tu optimiste ou pessimiste ?**

Optimiste, je le suis. Moi, j'ai toujours été optimiste depuis la création du mouvement et c'est cet optimisme qui m'a permis de toujours continuer le combat. Avec tous ce qui se passe, les opérations TAM-TAM, c'est la réponse du ministère de l'intérieur au mouvement. Parce que le mouvement pousse, il va de l'avant. Il est provocateur car on a obligé le gouvernement à parler d'une régularisation à la chambre, et ils en discutent. C'est une réponse, car quand il y a attaque, il y a toujours contre-attaque. Nous, on a attaqué dans la démocratie, dans la citoyenneté, et lui, il contre-attaque dans la force car c'est tout ce qu'il a : il a la police, il a les centres fermés, il a la possibilité d'expulser les gens. C'est avec cela qu'il peut répondre. Donc je me dis que c'est positif. S'il n'y avait pas de retour cela voudrait dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Mais quand on lutte, il y a toujours une force contraire qui vient pour contrecarrer. C'est la défense du ministre de l'intérieur et je me dis que c'est parce qu'on le gêne. On le gêne, sinon il nous laisserait aller, il se dirait que ce n'est pas grave, qu'on aboutira à rien... c'est pour cela que je suis optimiste. Il y a une lumière. On l'empêche de dormir et il se lève, il s'énerve, il amène ses chiens, ses bergers allemands pour dire : « attaquez-les, mordez-les et expulsez-les ! ».

Je le prends positivement mais malheur aussi aux victimes. Car il y a toujours des victimes dans chaque opération et c'est toujours des innocents. Dans la globalité c'est positif, mais il y a aussi certains sans-papiers qui ont payé les pots cassés, qui n'ont pas bénéficié de cette lutte, alors qu'ils ont lutté. Comme on a connu à Saint-Boniface où notre ami Vincent a été expulsé. Il y en a d'autres qui ont été régularisés, d'autres qui n'ont pas été régularisés et d'autres qui ont été capturés dans les centres fermés.

Quand tu luttas pour quoi que se soit dans la vie, il y aura toujours une réaction et cette réaction je ne pense pas que c'est négatif mais dit toi que ta lutte va payer.

Je suis convaincu que cette lutte va payer mais quand, point d'interrogation. Là je ne sais pas répondre, mais je sais que tôt ou tard, il y aura une régularisation, mieux que ce qui a été fait en 1998. Je ne dirais pas que la loi UDEP sera adoptée, mais il y aura une meilleure régularisation que celle qui a eu lieu en 99'-2000. Cela c'est mon combat, ça c'est mon objectif.

## **« Opérations TAM-TAM »**

Le 3 mai dernier, la police a effectué des opérations de « contrôle approfondi » dans des phone-shop et night-shop à Bruxelles, Gand et Liège. Premiers objectifs annoncés, « acquérir une image claire de la fraude dans le secteur des télécommunications » et « donner un signal clair aux opérateurs véreux qui perturbent de manière agressive la concurrence honnête dans ce secteur ». Cette descente a mobilisé pas moins de 150 agents de différents organismes... dont l'Office des Etrangers !

En effet, ces opérations visent également à rassembler des « informations sur des problèmes connexes » tels que, selon les mêmes communiqués, la « mise à l'emploi d'illégaux ». Il ne s'agit évidemment pas de se soucier des conditions précaires de travail rendu illégal. Au cours des sept « opérations TAM-TAM » menées depuis le 21 avril 2004, 262 arrestations administratives de sans-papiers ont été annoncées. Leurs dossiers sont « traités » par l'Office des Etrangers, et de quelle manière : lors de cette septième opération, sur les 24 arrêtés, 11 ont été expulsés le jour même (JT RTBF-3/05/06) !

Si les autorités se félicitent des résultats positifs, et qu'après chaque opération ils mentionnent que « il est évident que de telles actions seront répétées dans le futur », c'est pour mieux contrôler un secteur parallèle vital à ce système économique qui plonge chaque jours plus de travailleurs dans la pauvreté. En effet, si les phone-shop se développent c'est parce qu'ils répondent à un besoin social, à savoir, téléphoner au moindre coût. Et effectivement, les patrons de ces commerces profitent de la main-d'œuvre bon marché du travailleur sans papiers. Mais le gouvernement, au lieu de protéger les travailleurs et d'installer des services de qualité et gratuit pour tous, embarque les travailleurs et fait fermer directement ces commerces. Un objectif tacite serait pourtant bien de garantir le monopole des multinationales que sont les grands opérateurs téléphoniques, à commencer par Belgacom.

Source : Communiqués de presses des commissariats concernés  
ou du secrétaire d'état H. Jamar.

## **MOTION SUR LES SANS-PAPIERS** **SETCa de Bruxelles-Halle-Vilvorde**

Les membres du Comité Exécutif :

- constatent que la présence des travailleurs « Sans-Papiers » en Europe comme en Belgique résulte de l'inégalité des échanges économiques « Nord-Sud » et « Ouest-Est » et des rapports d'exploitation sociale qui les caractérisent ;
- considèrent qu'un travailleur clandestin généralement surexploité à travers son salaire, son environnement de travail, ses conditions de sécurité, ses horaires, sa précarité et son logement mérite une solidarité accrue du mouvement syndical ;
- s'inquiètent – dans ces zones de non-droit social – du non-respect des normes de sécurité et de leurs conséquences sur la santé des travailleurs et les risques d'accident de travail ;
- rappellent que, par définition statutaire, la F.G.T.B. et le S.E.T.Ca. défendent les intérêts moraux et matériels de tous les travailleurs quels que soient leur nationalité et leur pays d'origine ;
- appellent la F.G.T.B. de Bruxelles à prendre les initiatives qui s'imposent en vue de protéger les travailleurs illégaux contre l'arbitraire, les discriminations et les sanctions expéditives ;
- appellent la F.G.T.B. de Bruxelles à rencontrer une délégation de travailleurs « Sans-Papiers » composée, par exemple, de militants de l'U.D.E.P. (Union de Défense des Sans-Papiers) ;
- rappellent que la régularisation des Sans-Papiers constitue la seule solution sociale permettant à ces travailleurs de bénéficier de la législation sociale et des conventions collectives de travail applicables dans leur secteur d'activité.
- C'est aussi la seule solution permettant de lutter contre une mise en concurrence déloyale sur le marché du travail organisée par un patronat sans scrupule via des mécanismes de sous-traitance en cascade.
- demandent, afin d'éviter le risque d'arbitraire, l'instauration d'un système de régularisation permanent basé sur des critères précis, clairs et contrôlables par les travailleurs concernés ;
- demandent à ce qu'un accent particulier soit mis sur la solidarité avec les travailleurs clandestins à l'occasion de la fête du 1<sup>er</sup> mai, fête de TOUS les travailleurs sans restriction ni exception.



La mobilisation avec et pour  
les sans-papiers continue.  
Le 20 mai, nous étions 5.000 à Gand !

### **A l'agenda pour la lutte des sans-papiers :**

#### **RASSEMBLEMENT DEVANT LE CGRA**

(au coin : Bd Roi Albert II – Bd Baudoin,  
Bruxelles)

**Tous les lundis de 11 à 12 h**

#### **MANIFESTATION NATIONALE DES FEMMES ET ENFANTS SANS PAPIERS**

**Samedi 10 juin à 14 heures**

Rassemblement Maison communale de  
Schaerbeek, Place Collignon

#### **MANIFESTATION NATIONALE, AVEC APPEL INTERNATIONAL**

**Samedi 17 juin**

Départ à la gare du Midi (Bruxelles)



## Une marche pour blanchir

Le 12 avril, Joe Van Holsbeek a été assassiné au couteau à la Gare Centrale de Bruxelles pour un MP3. Un tel fait divers lamentable est usuellement à peine mentionné dans les journaux, comme c'est le cas, par exemple de cet autre jeune, attaqué de la même façon quelques jours plus tard, sur un pont à Liège. Dans le cas de Joe, le fait est à la Une des journaux le 14 avril.

Dès le lendemain du crime, le substitut Wim De Troy évoque l'appartenance ethnique des agresseurs. « *Les auteurs sont d'origine nord-africaine* ». <sup>1</sup> Pour le CD&V, « *il faut réaffirmer que la priorité d'un Etat est de garantir la sécurité du citoyen* », et on rappelle que le problème se complique, s'agissant d'étrangers. Pour Daniel Bacquelaine, chef du groupe MR à la Chambre, ce crime doit surtout être l'occasion d'appliquer des peines « exemplaires ». Le 15 avril, Fouad Ahidar, député régional de Spirit, déclare que « *ce meurtre pour voler pue le racisme* », ajoutant que « *de plus en plus de jeunes criminels d'origine turque ou marocaine choisissent des victimes qui ont l'air d'incroyants* ». Il fait un appel pour manifester contre la « violence gratuite », et finalement, toute la presse, le gouvernement et les différents partis soutiennent l'idée d'une autre « Marche Blanche ». La SNCB offre des aller-retours à 5 euros et Verhofstadt espère « qu'il y aura beaucoup de monde ». Le dimanche 23 avril, il y a eu 80.000 personnes dans la rue, sans calicots, sans tracts, sans appartenance politique.

Le lendemain de la marche, il devient clair que l'agresseur n'était pas maghrébin... mais c'était quand même un sans-papiers, un illégal, venu de l'Est, un Polonais. *Le Soir*, scandalisé par « l'ethnicisation de l'affaire », découvre quand même vite un magistrat au parquet de Bruxelles qui nous explique qu'effectivement « *depuis un an, nous connaissons, à Bruxelles, une émergence de bandes urbaines en provenance des pays de l'Est. [...] des gens spécialisé dans le vol des MP3* ».



Dessin de Kröll, Le Soir - 22/04/2006

Le 11 mai, un étudiant de 18 ans prend le train pour Anvers avec une idée bien précise dans la tête : aller tuer des allochtones. Il achète une arme, prend le temps de choisir sa cible, tire sur Songul Koc, d'origine turque, qui a le malheur de porter un foulard, progresse dans sa course meurtrière et abat finalement Oulemata N'dyie, une Malienne de 24 ans, et la petite Luna qu'elle surveillait. Oulema s'était réfugiée chez nous. Elle avait laissé une fillette de 6 ans au Mali et envoyait régulièrement de l'argent à ses parents malades demeurés au pays.

L'assassin est pris en flagrant délit, et il devient clair immédiatement qu'il s'agit d'un fanatique du Vlaams Belang. Depuis le 1er mai, c'est la quatrième agression grave d'un étranger qui se produit en Flandre.

Pour l'éditorialiste du Belang van Limburg, le problème est qu'il y a « *des tensions croissantes entre les groupes de population. L'immigration illégale y est pour quelque chose. Le nombre important de demandeurs d'asile, les occupations d'églises, tout cela crée de l'irritation.* »

On essaye de blanchir le Vlaams Belang, réduisant le crime à un fait divers isolé d'un déséquilibré qui aurait besoin d'un traitement psychologique. L'assassin de Joe est recyclé en « *cas isolé* » pour le besoin de la cause. Pour Johan Vande Lanotte, « *Pas plus que les allochtones ou les Polonais ne sont responsables de la mort de Joe, le*

*Vlaams Belang n'est responsable de ce double meurtre. Hans Van Themsche est le seul coupable.* » Patrick Janssens (SP.A), le bourgmestre d'Anvers, se limite à déposer une gerbe de fleurs sur le banc. Pour lui, « *C'est un moment de deuil pour la ville.* » Il s'est toutefois prononcé pour un vote rapide de la nouvelle loi sur les armes. Attendue depuis quinze ans, cette loi a été acquise en trois jours.

La plupart des medias et des politiciens en profitent quand même pour lancer quelques dards contre le Vlaams Belang, mais souvent sans le nommer. Le jour même, Verhofstadt déclare, prenant soin de ne pas nommer le parti en question : « *Ces crimes horribles et lâches sont une forme de racisme extrême. Nul ne peut désormais ignorer ce à quoi l'extrême droite peut mener.* ». D'autres, comme le journal Het Volk, acceptant qu'il s'agisse d'un meurtre raciste, lamentent quand-même que le meurtrier soit « *un de nos jeunes, un flamand* ». Qu'une Malienne a été tuée, soit, mais qu'un de nos Dietse Jongens a terni la race par un assassinat, voilà ce qui est grave.

Finalement, comme il est difficile de dire que personne n'est coupable, on le dit d'une autre façon: « *Nous sommes tous responsables* » dira Verhofstadt, et Di Rupo le félicite de s'être « *comporté en Premier ministre de qualité* » en prononçant une formule si sage. Tous ces « *responsables* » sont finalement



invités à une autre marche « blanche », le vendredi 26 mai à Anvers, aller-retour à 5 euros offert par la SNCB.

Le bourgmestre Janssens a décidé que cette marche aussi devrait être silencieuse, sans manifester une opinion quelconque, avec comme thème ce qu'il disait le lendemain de l'assassinat de Oulemata et Luna : « Anvers est en deuil ». Comme si Oulema, Luna et Songul avaient été victimes d'un simple accident inévitable, sans responsable.

Les familles des victimes ont finalement obtenu la concession de pouvoir y ajouter « Halte au racisme. La diversité est une réalité. ». Le PTB se conforme avec ce complément, considère qu'il s'agit d'une « Marche contre le racisme », et invite à y participer massivement. Mais il ne pourra pas le dire publiquement dans la marche, il ne pourra pas y désigner le Vlaams Belang comme coupable, il ne pourra pas y vendre Solidaire, pas porter un calicot, même pas distribuer un tract. Dans une telle marche, les Verhofstadt, Vande Lanotte, Di Ruppé et autres Dewael pourront tranquillement exprimer leur deuil et continuer à défendre ouvertement la discrimination selon le lieu de naissance, sans être inquiétés par des opinions contraires. Même le Vlaams Belang peut y participer. Il y est d'ailleurs invité, sans calicot, comme tout le monde. Et tout est bien organisé pour que vous ne vous rendiez même pas compte que vous marchez à côté du Vlaams Belang « contre le racisme ».

Heureusement, dans la population, la réaction ne s'est pas limitée à ces cortèges de deuil. Le lendemain de l'assassinat d'Oulema et Luna, quelques centaines de personnes se sont rassemblées à Bruges, à l'endroit où des Africains ont été battus par trois skinheads une semaine avant, pour protester contre le racisme et la violence. Le dimanche 14 mai, 5000 personnes ont manifesté devant le siège du Vlaams Belang à Bruxelles, en criant haut et fort : « Le Vlaams Belang TUE ». Ce n'est pas par hasard que des sans-papiers ont participé massivement à

cette expression de colère et de lutte. L'évènement n'a toutefois mérité dans *Le Soir* du lundi qu'une seule ligne de texte, entre une interview du père de l'assassin et une colonne invitant à la marche blanche à Anvers, accompagnée d'une photo où toute allusion au Vlaams Belang était absente. Le même 14 mai à Anvers, un rassemblement de protestation contre ce meurtre raciste sur le lieu du crime... a été réprimé par la même police qui accueille les manifestants le 26 à la Gare Centrale pour les conduire à la Marche.



Il est évident que même les morts ne sont pas égaux devant la loi. Le drame de Joe et celui de Oulema et Luna ont une lecture différente, parce que ce n'est pas la même chose qu'un sans-papiers tue un belge ou qu'un belge tue une réfugiée. La mort de 1.000.000 Africains comme suite dramatique d'une politique de colonisation atroce n'a pas la même importance que la mort de 10 « valeureux » parachutistes belges, membres d'une armée d'occupation dans l'ancienne colonie. Mais la violence des « forces de l'ordre » qui tabassent un manifestant, n'est pas appréciée de la même façon que la « violence » des travailleurs qui défendent un piquet de grève ou se défendent contre une agression fasciste. La violence à laquelle sont consacrés 150 millions de dollars par jour pour mener la guerre contre le peuple irakien n'est pas appréciée de la même façon que la violence avec laquelle ce peuple se défend et mène une lutte de libération nationale.

Il ne suffit pas d'être « contre la violence » parce que, dans notre époque « de guerres et de révolutions » comme disait Lénine, ces morts et cette violence ont un caractère de classe.

**Nous ne pouvons pas blanchir la violence, en refusant de parler d'exploitation.** Au contraire, la seule façon efficace de combattre la violence, c'est de combattre l'exploitation, et dans ce combat, il faut résolument choisir le camp des exploités, le camp de notre classe, qui n'a d'autre choix que d'opposer sa propre violence organisée à celle de la classe ennemie qui fomente le racisme, qui discrimine les personnes selon leur lieu de naissance, qui envahit des peuples pour voler le pétrole, qui tue aussi par doses homéopathiques dans les lieux de travail alors qu'elle rejette d'autres dans la misère des chômeurs. Il en sera ainsi, aussi longtemps que notre classe ne parvienne pas à se débarrasser du capitalisme et construire une autre société, socialiste.

Nous ne participons pas à ces « Marches blanches », parce que nous ne voulons pas blanchir la violence raciste, la violence capitaliste. Notre place est dans les marches clairement identifiées contre l'occupation en Irak, où nous marchons à côté de celui qui a encore des illusions dans l'ONU, avec notre tract sur la question. Notre place est à dans les marches contre le Vlaams Belang, contre le racisme, à côté de celui qui a des illusions concernant les partis au parlement pour combattre le racisme, avec nos positions. Notre place est avec les sans-papiers, avec les travailleurs contre les pactes de « solidarité », de « défense de la compétitivité » et autres plans globaux, chaque fois avec les idées que nous croyons devoir défendre, mais en mobilisant le plus largement possible, contre l'exploitation, en défense de notre classe, en Belgique et dans le monde.

<sup>1</sup> Les faits et déclarations mentionnés sont repris de la presse de ces jours, telle que *Le Soir*.



Nous publions ici la traduction du n° 119 ter - mai 2006 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale. A voir sur [www.litci.org](http://www.litci.org)

## Suivons l'exemple de la lutte du peuple bolivien !

Déclaration de la LIT-QI sur la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie

Cela fait quelques jours que le gouvernement bolivien d'Evo Morales a promulgué le Décret 28701 qui nationalise les réserves de gaz et de pétrole du pays. La mesure a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par le peuple bolivien qui voit que c'est là **un aboutissement et une victoire de la lutte révolutionnaire menée depuis des années, une lutte qui a déjà renversé deux présidents, précisément autour de l'exigence de la nationalisation des hydrocarbures.** En ce sens, malgré les limitations que le gouvernement a imposées au décret, **la LIT-QI considère qu'il s'agit d'une mesure dotée d'un caractère anti-impérialiste.**

Ce n'est pas un hasard si le gouvernement impérialiste des Etats-Unis a, sans tarder, manifesté sa préoccupation et annoncé le rejet d'une telle mesure ; pas tellement parce qu'elle l'atteint directement, mais à cause du « *précédent grave* » qu'elle crée. C'est pour cela que Condoleezza Rice a lancé des menaces contre « *les démagogues et les autoritaires* » qui s'attaquent aux normes juridiques et « *au libre commerce* », en parlant de la Bolivie et du Venezuela. Les entreprises impérialistes, notamment dans l'industrie pétrolière, ainsi que l'ensemble de la droite européenne, exigent que leurs gouvernements opposent une réponse ferme à cette mesure. Tous craignent qu'elle fasse tache d'huile, et puisse être étendue à d'autres secteurs et à d'autres pays.

De la même façon, la bourgeoisie brésilienne – la première atteinte économiquement, étant donné que c'est la Petrobras qui possède les plus grands investissements dans les

secteurs nationalisés et que le Brésil dépend du gaz bolivien pour le fonctionnement de son industrie - a exigé du gouvernement de Lula « une réponse ferme ». C'est ce qui a été publié dans les revues traditionnelles de la bourgeoisie de ce pays, comme *Veja*, *Época* ou le réseau *O Globo*.

Face à ces menaces, **la LIT-QI défend le droit de la Bolivie à la nationalisation sans indemnisation du pétrole et du gaz de son pays. Nous défendons que ces ressources naturelles, leur industrialisation et leur commercialisation, passent aux mains des travailleurs et du peuple bolivien. Nous appelons les travailleurs et les peuples du monde entier, en particulier ceux des pays impérialistes et du Brésil, à soutenir le peuple bolivien et à combattre pour empêcher que leurs gouvernements et entreprises puissent concrétiser leurs menaces.**



Mai 2005. Des milliers de paysans, de mineurs, d'enseignants du milieu rural et d'habitants de la ville de El Alto se mobilisent pour exiger du président Carlos Mesa la nationalisation des hydrocarbures.

### Les limites du décret

Nous partageons la joie du peuple bolivien, et de la majorité des Latino-américains, face à cette première victoire des luttes. Mais nous pensons qu'il ne faut pas s'illusionner. A l'inverse de ce qu'affirment de nombreux secteurs, cette mesure n'est pas due au « caractère anti-impérialiste et populaire » du gouvernement d'Evo Morales. Evo lui-même, quelques années auparavant, lors de la lutte contre Gonzalo Sánchez de Lozada et Carlos Mesa, avait manifesté son rejet de la nationalisation, et avait soutenu la politique du gouvernement de Mesa, ainsi que le plébiscite organisé en 2004. C'est pourquoi, comme nous l'avons déjà indiqué, **la LIT-QI affirme que la nationalisation est le résultat d'un processus révolutionnaire en Bolivie et de la lutte des masses boliviennes : ce sont les luttes qui**

## **ont forcé le gouvernement d'Evo Morales à adopter cette mesure.**

En fait, c'est pour apporter une réponse à ces luttes (qui l'ont bel et bien mené au pouvoir), que le gouvernement d'Evo Morales a essayé, par le décret 28701, de limiter la portée de la nationalisation. Tout d'abord, le décret lui permet de restreindre la nationalisation aux réserves d'hydrocarbures, excluant le raffinage, la distribution et la commercialisation, secteurs pour lesquels s'est ouvert un délai de négociation de 180 jours avec les entreprises étrangères concernées.

Il a aussi ouvert une période de négociation sur les prix du gaz bolivien pour les pays importateurs, prix qui sont aujourd'hui très inférieurs à ceux pratiqués sur le marché international. Rappelons que, chaque dollar en moins reçu par « unité thermique » de gaz, signifie un déficit annuel de plus de 300 millions de dollars pour la Bolivie. Cependant, dans ces négociations avec les gouvernements du Brésil et de l'Argentine, Evo Morales s'est placé en position de faiblesse, puisqu'il a annoncé qu'il « ne couperait pas l'approvisionnement du gaz ». C'est un peu comme si un syndicat qui sollicitait une augmentation salariale, commençait les négociations en informant qu'il n'y aurait pas de grève, et ce, quelle que soit la réponse des patrons.

## **Approfondir les luttes pour la nationalisation**

Face aux limitations que le gouvernement d'Evo Morales a imposé à la nationalisation, nous sommes convaincus que le peuple bolivien, encouragé par cette première victoire de la lutte, doit continuer et approfondir ses luttes pour la nationalisation des hydrocarbures.

Il faut exiger du gouvernement d'Evo des Morales : qu'il étende la nationalisation aux secteurs de raffinage, de distribution et de commercialisation du pétrole et du gaz; qu'il exproprie les compagnies pétrolières impérialistes et la Pétrobras, sans indemnisation, puisqu'il ne doit pas payer un peso à

ceux qui ont pillé la richesse bolivienne pendant tant d'années ; que la compagnie bolivienne YPFB devienne propriétaire de tout le complexe du pétrole et du gaz ; que la COB et les syndicats pétroliers assument le contrôle de l'entreprise . Enfin, il faut exiger que les négociations pour le prix du gaz et que toute autre mesure prise à la suite du décret, soient faites devant le peuple bolivien et non de manière secrète, comme cela a été le cas jusqu'à présent.

## **Une lutte continentale**

Le décret d'Evo Morales a eu un grand impact sur l'avant-garde et sur le mouvement de masses de l'Amérique Latine et du monde. Les travailleurs et les peuples l'ont vu, avec enthousiasme et sympathie, comme « la première nationalisation » dans le continent, après des décennies de privatisations et de bradage des ressources naturelles. Il y a même déjà eu des retombées en Équateur, avec la suspension par la Justice du contrat

### **Pour une campagne continentale pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures en Amérique Latine**

Suite à la « Rencontre Continentale pour la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie, contre les privatisations et en défense de la souveraineté nationale de nos peuples » qui a eu lieu à La Paz en août 2005, plusieurs syndicats et organisations du Brésil, du Paraguay et de l'Espagne ont fait des propositions. Nous croyons que ces propositions pour développer une grande campagne continentale autour de cette exigence sont plus que jamais importantes, après ce qui vient de se passer en Bolivie. Nous reproduisons ici la partie concernant les résolutions, de cette Rencontre Continentale de la Paz.

**9. En ce sens, nous proposons que la Rencontre Continentale de La Paz approuve une campagne sur deux points : tout d'abord une campagne internationale, de soutien à la principale lutte du peuple bolivien : la nationalisation du gaz sans indemnisation contre les entreprises impérialistes et Petrobras. Le processus révolutionnaire bolivien est aujourd'hui le point le plus avancé du continent et celui qui lutte pour cette revendication avec la plus grande clarté.**

**10. En même temps, nous proposons de lancer une grande campagne continentale pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures dans la toute l'Amérique Latine. Cela veut dire, se battre, par exemple, pour la re-étatisation d'YPF en Argentine, ou bien la nationalisation, sans paiement, d'entreprises impérialistes comme Repsol, Chevron/Texaco, Shell, Exxon, etc., et l'expropriation de leurs installations, ou encore l'annulation des contrats de bradage et de privatisation dans le reste du continent, la récupération des secteurs sous concession ou livrés en propriété et de leurs équipes de travail, etc.**

**11. Nous proposons que cette campagne soit développée sur la base de la plus vaste unité d'action, en appelant les centrales et les organisations syndicales (particulièrement celles des travailleurs du secteur des hydrocarbures), les organisations paysannes, celles qui représentent les peuples indigènes du continent, les organisations d'étudiants, les organisations politiques et sociales nationalistes, anti-impérialistes, de gauche, etc. Cette proposition a pour but de former un grand mouvement et de promouvoir une grande mobilisation continentale en défense de la richesse et de la souveraineté de nos pays contre l'impérialisme.**

Résolution présentée par :

**La Coordination Nationale de Luttes, CONLUTAS - Brésil  
Syndicat des Pétroliers de Sergipe et d'Alagoas (Brésil)**

**Syndicat des Métallos de São José dos Campos (Brésil)**

**Centrale Nationale d'Organisation Paysanne, Indigène et Populaire  
(CNOCIP - Paraguay)**

**Corriente Roja (Etat Espagnol)**



de la Occidental Petroleum (l'« Oxy »), une des principales entreprises impérialistes qui opèrent dans ce pays.

**La LIT-QI propose que ce premier triomphe de la lutte du peuple bolivien serve d'exemple et d'élan à une lutte continentale pour la nationalisation sans paiement des hydrocarbures.** Une lutte qui, devra être menée, non seulement contre les entreprises impérialistes, mais aussi contre la politique des gouvernements du continent, comme celui de Lula, Kirchner, Palacio et même de Chávez. En Argentine, par exemple, est à l'ordre du jour la nécessité d'exproprier la Repsol et les autres entreprises pétrolières impérialistes

(qui poursuivent une politique irrationnelle d'exploitation et d'exportation) et de reconstruire l'YPF étatique, sous contrôle des travailleurs. Au Brésil, il faut que Pétrobras récupère le monopole d'état de l'exploitation et redevienne une entreprise d'état véritable, sous contrôle des travailleurs. Aujourd'hui la plus grande partie du capital de Pétrobras se trouve entre les mains d'investisseurs privés. Au Venezuela, il faut exiger de Chavez qu'il cesse d'offrir des secteurs aux entreprises étrangères, et qu'il arrête la privatisation dissimulée qu'il est en train de faire avec PDVSA, par le biais des entreprises mixtes.

Une lutte continentale est nécessaire pour défendre une des

richesses les plus stratégiques du monde. Ou bien ces richesses sont exploitées au profit des peuples latino-américains, ou bien le pillage continue, au profit des entreprises et des pays impérialistes. Nous appelons particulièrement les organisations ouvrières, les centrales syndicales et les syndicats du secteur pétrolier et énergétique à être l'avant-garde de cette lutte. Le peuple bolivien a montré qu'il est possible d'avancer sur ce chemin. Suivons son exemple.

*Secrétariat de la  
Ligue Internationale des  
Travailleurs  
São Paulo, le 18 mai 2006*

## Le Mexique et l'impérialisme britannique

Cet article a été écrit par **Léon Trotsky** le 5 juin 1938, après la nationalisation du pétrole menée à bien par le gouvernement de Lázaro Cárdenas. Dans ce texte, il note les critères essentiels de la position que doivent adopter les révolutionnaires face à des mesures de ce type adoptées par des gouvernements bourgeois. Le texte a été repris de <http://www.marxists.org>

La campagne internationale que les milieux impérialistes mènent contre l'expropriation des entreprises pétrolières au Mexique par le gouvernement mexicain a été marquée par tous les traits des bacchanales de la propagande impérialisme, combinant l'impudence, l'hypocrisie et la spéculation sur l'ignorance avec l'assurance arrogante de l'impunité. Le signal de cette campagne a été donné par le gouvernement britannique quand il a décidé de boycotter le pétrole mexicain. Le boycottage, on le sait, implique toujours l'auto-boycottage qui s'accompagne donc de grands sacrifices de la part de celui qui boycotte. Jusqu'à récemment, la Grande-Bretagne était le plus gros consommateur de pétrole mexicain, pas par sympathie pour le peuple mexicain, naturellement, mais en fonction des avantages qu'elle y trouvait. En Grande-Bretagne, le principal consommateur de pétrole est l'Etat, avec sa marine gigantesque et une aviation qui grandit rapidement. Un boycottage du pétrole mexicain par le gouvernement britannique signifie



donc un boycottage simultané non seulement de l'industrie britannique, mais de sa défense nationale. Le gouvernement de M. Chamberlain a manifesté avec son habituelle franchise que les profits des brigands impérialistes passaient avant les intérêts même de l'Etat. Les classes opprimées et les peuples opprimés doivent enregistrer profondément cette conclusion fondamentale. Aussi bien

chronologiquement que politiquement, le soulèvement du général Cedillo, est sorti de la politique de Chamberlain. La doctrine Monroe interdit à l'amirauté britannique d'appliquer un blocus militaire naval de la côte du Mexique. Il leur faut agir par l'intermédiaire d'agents à l'intérieur, qui, il est vrai, n'arbovent pas ouvertement le drapeau anglais, mais servent pourtant les mêmes

intérêts que Chamberlain - les intérêts d'une clique de magnats du pétrole. Dans le Livre Blanc publié par la diplomatie britannique il y a seulement quelques jours, nous pouvons être certains qu'il n'est pas question des négociations de ses agents avec le général Cedillo. La diplomatie impérialiste mène ses affaires les plus importantes sous le couvert du secret.

Afin de discréditer l'expropriation aux yeux de l'opinion publique bourgeoise, on la présente comme une mesure « communiste ». L'ignorance historique se combine ici avec la tromperie délibérée. Le Mexique semi-colonial est en train de lutter pour son indépendance nationale, politique et économique. C'est là la signification fondamentale de la révolution mexicaine à cette étape. Les magnats du pétrole ne sont pas des capitalistes de base, ils ne sont pas de la bourgeoisie ordinaire. S'étant emparés des ressources naturelles les plus riches d'un pays étranger, campés sur leurs milliards et soutenus par les forces militaires et diplomatiques de leur métropole, ils s'efforcent d'établir dans le pays soumis un régime de féodalisme impérialiste, leur subordonnant législation, jurisprudence et administration. Dans ces conditions, l'expropriation est l'unique moyen efficace de sauvegarder l'indépendance nationale et les conditions élémentaires de la démocratie.

La décision que prendra le développement ultérieur du Mexique dépend de façon décisive de facteurs de caractère international. Mais c'est une question pour l'avenir. La révolution mexicaine est en train de réaliser le même travail qu'ont réalisé, par exemple, les Etats-Unis d'Amérique en trois quarts du siècle dernier, en commençant par la guerre révolutionnaire pour l'Indépendance et en terminant par la guerre civile pour l'abolition de l'esclavage et l'unification nationale. Le gouvernement britannique a tout fait, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, non seulement pour maintenir les Etats-Unis dans un statut de colonie, mais, plus tard, dans les années de

guerre civile, il a soutenu les négriers du Sud contre les abolitionnistes du Nord, essayant au compte de ses intérêts impérialistes de précipiter la jeune république dans l'arriération économique et la désunion nationale.

Aux Chamberlain de cette époque aussi l'expropriation des propriétaires d'esclaves semblait une mesure « bolchevique » diabolique. En réalité, la tâche historique des Nordistes consistait à déblayer le terrain pour un développement démocratique indépendant de la société bourgeoise. C'est cette tâche précisément qu'est en train de résoudre à cette étape le gouvernement du Mexique. Le général Cárdenas prend place parmi les hommes d'Etat qui ont accompli un travail comparable à celui de Washington, Jefferson, Abraham Lincoln et du général Grant. Et ce n'est bien entendu pas un hasard si, dans ce cas également, le

gouvernement britannique se trouve de l'autre côté de la tranchée de l'Histoire.

La presse mondiale, en particulier la presse française, aussi absurde que cela puisse paraître, continue à introduire systématiquement mon nom dans la question de l'expropriation de l'industrie du pétrole. Si j'ai déjà une fois réfuté ce mensonge tout de suite, ce n'est pas du tout que je craigne « les responsabilités », comme l'a insinué un agent bavard du G.P.U. Au contraire, je considérerais comme un honneur de porter même une part de responsabilité pour la mesure courageuse et progressiste prise par le gouvernement mexicain. Mais je n'ai pas pour cela la moindre base. J'ai d'abord appris dans la presse le décret d'expropriation. Mais, naturellement, ce n'est pas la question. En lançant mon nom, on poursuit un double objectif. D'abord, les organisateurs de cette campagne

### Le gaz bolivien

Extrait de l'article *Le Revenu Pétrolier* d'Alejandro Iturbe, publié dans l'édition en espagnol de *Marxisme Vivant*, n° 12, décembre 2005.

*La Bolivie a déjà subi un double pillage: l'argent de la colline Potosí, pillé par les Espagnols, et l'étain (qui a été un « minéral stratégique », au 20ème siècle) pillé par les yankees et la « rosca del estaño » (conspiration de l'étain).*

*Bien qu'elles ne représentent que 0,5% de la production mondiale, les réserves de gaz naturel de la Bolivie sont les secondes du continent: environ 800.000 millions de m<sup>3</sup>, en 2003 (sans compter les nouvelles réserves encore à découvrir). Sur le marché nord-américain, le gaz naturel était coté au début de 2005 à près de 3,60 dollars par GJ (gigajoule). A ce cours, les réserves boliviennes de gaz ont une valeur supérieure à 100.000 millions de dollars, c'est-à-dire, environ dix fois le PIB annuel du pays. En juin, le cours avait atteint les 8 dollars, ce qui portait cette valeur à plus de 220.000 millions de dollars (22 fois le PIB du pays).*

*Entre-temps, le gaz était exporté à un prix variant entre 0,70 et 1,10 le GJ, à la source, c'est-à-dire, une moyenne de moins du quart par rapport au cours international. En outre, dans les bassins qui ont été livrés à l'exploitation de compagnies étrangères, seulement la moitié de ce chiffre resterait dans le pays, à titre de droits et d'impôts. En résumé, de ces 100.000 ou 220.000 millions de dollars, seulement entre 15 et 20.000 resteraient dans le pays... Le reste, véritable revenu gazeux, s'évapore entre les mains des entreprises étrangères et des pays importateurs, essentiellement le Brésil (Petrobras) et l'Argentine (Repsol, qui le revend au Chili). Un projet d'exportation massive de gaz vers les Etats-Unis et le bradage à des entreprises étrangères de nombreux bassins ont été, précisément, ce qui a provoqué les processus révolutionnaires de 2003 et 2005. Les travailleurs et le peuple bolivien luttent contre un nouveau pillage du pays et défendent ainsi leur futur.*

cherchent à donner à l'expropriation une coloration « bolchevique ». Deuxièmement, ils essaient de porter un coup à l'amour-propre national du Mexique. Les impérialistes essaient de présenter l'affaire comme si les hommes d'Etat du Mexique étaient incapables de déterminer leur propre voie. Quelle misérable et ignoble psychologie héréditaire de négriers ! C'est précisément parce que le Mexique appartient aujourd'hui encore à ces nations arriérées qui sont obligées aujourd'hui de lutter pour leur indépendance qu'il est apparu plus d'audace de pensée chez ses hommes d'Etat qu'il n'en a été donné aux reliquats d'un grand passé. Nous avons plus d'une fois été témoins dans l'histoire de phénomènes semblables !

L'hebdomadaire français Marianne, organe bien connu du Front populaire français, affirme même que, dans la question du pétrole, le gouvernement du général Cárdenas agit non seulement d'accord avec Trotsky mais aussi... dans l'intérêt de Hitler. Il s'agit, voyez-vous, de priver du pétrole, en cas de guerre, les « démocraties » au grand cœur et, en sens inverse, de ravitailler l'Allemagne et les nations fascistes. Ce n'est pas d'un iota plus intelligent que les procès de Moscou. L'humanité apprend, non sans étonnement, que la Grande-Bretagne est privée de pétrole mexicain à cause de la mauvaise volonté du général Cárdenas et pas du fait de l'auto-boycottage de Chamberlain. Mais, alors, les « démocraties »

possèdent un moyen simple de paralyser le complot « fasciste » : qu'elles achètent du pétrole mexicain, encore du pétrole mexicain, toujours du pétrole mexicain ! Toute personne honnête et sensée ne doute absolument pas que, si le Mexique devait se trouver obligé de vendre son or liquide aux pays fascistes, la responsabilité en incomberait entièrement et complètement aux gouvernements des « démocraties » impérialistes.

Dans le dos de Marianne et des gens de son acabit, il y a les souffleurs de Moscou. Au premier coup d'œil cela paraît absurde puisque d'autres souffleurs de la même école se servent de livrets diamétralement opposés. Mais tout le secret consiste à ce que les amis du G.P.U. adaptent leurs idées en fonction des degrés géographiques de latitude et de longitude. Si certains d'entre eux promettent de soutenir le Mexique, d'autres peignent le général Cárdenas comme un allié de Hitler. De ce dernier point de vue, il faudrait considérer le soulèvement pétrolier de Cadillo, semble-t-il, comme une lutte dans l'intérêt de la démocratie mondiale.

Abandonnons pourtant les pitres et les intrigants à leur sort. Ce n'est pas à eux que nous pensons, mais aux ouvriers ayant une conscience de classe, dans le monde entier. Sans succomber aux illusions et sans crainte de la calomnie, les ouvriers avancés soutiendront totalement le peuple mexicain dans sa lutte contre les impérialistes. L'expropriation du pétrole, ce n'est ni du socialisme, ni

du communisme. Mais c'est une mesure hautement progressiste d'auto-défense nationale. Marx, bien sûr, ne considérerait pas Abraham Lincoln comme un communiste; mais cela ne l'empêchait pas de nourrir la plus profonde sympathie pour la lutte que Lincoln dirigeait. La Ière Internationale envoya au président de la guerre civile un message de salut et Lincoln, dans sa réponse, apprécia hautement ce soutien moral.

Le prolétariat international n'a aucune raison d'identifier son programme avec le programme du gouvernement mexicain. Les révolutionnaires n'ont nul besoin de changer de couleur, de s'adapter et de jouer les flatteurs à la manière de l'école du G.P.U. de ces courtisans qui, au moment du danger vont vendre et trahir le camp le plus faible. Sans abandonner sa propre identité, chaque organisation ouvrière honnête dans le monde entier, et avant tout la Grande-Bretagne, a le devoir de prendre une position intransigeante face aux brigands impérialistes, leur diplomatie, leur presse et leurs mercenaires fascistes. La cause du Mexique, comme la cause de l'Espagne, comme la cause de la Chine, est la cause de la classe ouvrière internationale. La lutte autour du pétrole mexicain n'est qu'une des escarmouches de la ligne avancée des batailles à venir entre les oppresseurs et les opprimés.



***Le GAZ NOUS APPARTIEN DE DROIT - LE RÉCUPÉRER EST UN DEVOIR***

### Une nouvelle direction des travailleurs est née

La Centrale Unifiée des Travailleurs (CUT), la centrale syndicale qui avait eu un rôle historique dans le mouvement ouvrier brésilien depuis les années 80, s'est petit à petit complètement intégrée dans le gouvernement de Lula et s'est rendue complice des attaques contre les travailleurs. Après un processus de rupture d'une base combative avec la CUT, une alternative syndicale de lutte a commencé à prendre forme depuis maintenant deux ans.

Les 5, 6 et 7 mars 2006 a eu lieu un Congrès National de Travailleurs qui a fondé officiellement une nouvelle organisation de lutte des travailleurs et du peuple brésilien : la CONLUTAS - Coordination Nationale de Luttes. Il y avait 529 délégations de tout le pays. Dans les assemblées de base 3.542 délégués ont été élus, dont 2.729 ont finalement participé au Congrès de Fondation, représentant 1.770.000 travailleurs, étudiants et militants de mouvements sociaux. Il y avait en plus 821 observateurs et invités, dont des délégations de l'Argentine, de la Bolivie, de Costa Rica, des Etats-Unis, de France, du Paraguay, de Russie, etc. Après un débat sur six propositions différentes, il a été décidé par une large majorité de « construire une nouvelle organisation avec un caractère ample, qui inclue les mouvements sociaux, les secteurs non organisés de la classe, les travailleurs et les organisations estudiantines », ce qui laissait de côté l'option de construire une « fraction révolutionnaire » à l'intérieur de la CUT. Le débat concernant la forme de direction a finalement conduit à accepter la proposition d'une coordination nationale avec des représentants de chaque organisation qui y participe, plutôt qu'une direction votée par simple majorité, dans le souci explicite de ne pas marginaliser les minorités à l'intérieur de CONLUTAS. Le cri de joie, répété par les milliers de participants après la votation de la constitution était :



**Congresso Nacional de Trabalhadores  
5, 6 E 7 DE MAIO, SUMARÉ - SP**

Voir sur <http://www.conlutas.org.br>

**« A Conlutas é para a ação, esta surgindo uma nova direção » -  
Conlutas, c'est pour l'action, une nouvelle direction voit le jour**

#### Quelques réactions de participants au Congrès de Fondation de CONLUTAS :

**James Petras, Etats-Unis** : « Le grand défi de Conlutas est d'organiser les millions de non-organisés. Les marginalisés sont à l'avant-garde des luttes dans le monde entier. En Argentine, ce sont les piqueteros, en France et aux Etats-Unis les immigrants. »

**Celia Hart - Cuba** : « La fondation de Conlutas est une expérience inoubliable. Je suis confiant que cette organisation classiste sera une référence pour l'Amérique Latine, qui représente l'ensemble des aspirations du peuple brésilien, sa tradition prolétaire de lutte. [...] Lula, un dirigeant ouvrier très important, c'est converti en un traître de la classe. »

**Ze Maria Almeida**, de la direction du PSTU et membre de la Coordination nationale de Conlutas : « C'est la consolidation d'un processus de construction d'une alternative de lutte pour les travailleurs du pays. C'est une victoire. Elle ne signifie nullement la résolution de la crise de direction, mais c'est un premier pas important. »

Des dirigeants et militants du **Mouvement Intersyndical Classiste (MIC)** de l'Argentine ont participé au Congrès de fondation de Conlutas. **Marcos Britos** : « Nous devons diffuser massivement cette expérience extraordinaire et renforcer nos organisations nationales. Le défi est lancé d'arriver à une coordination latino-américaine. »

**Luiz Carlos Prates**, président du Syndicat des métallos de São Paulo : « Conlutas doit être autonome par rapport aux partis politiques, ce qui ne signifie pas être apolitique. Ses instances de décision doivent être autonomes et souveraines, mais Conlutas peut et doit avoir des positions politiques. La moindre lutte pour une revendication est une lutte politique. L'indépendance des partis, courants ou groupes est donc impossible, ces organisations étant la forme la plus avancée de personnes qui ont des idées en commun. La soi-disant neutralité est toujours au service du plus fort. »

Vous trouverez de plus amples informations sur ce mouvement dans le n°117 (décembre 2005) de *Courier International*, la publication mensuelle de la LIT-QI

Demandez votre exemplaire à nos militants !

### DECLARATION COMMUNE SUR LA LUTTE DES SANS PAPIERS EN BELGIQUE DE ATRAIE (Espagne), CNSP (France) et UDEP(Belgique)

Au Roi et au gouvernement de Belgique,  
Nous prenons à témoin le peuple belge,

## **PAS DE BOBBY SANDS<sup>1</sup> SANS PAPIERS EN BELGIQUE : REGULARISEZ !**

Réunis ce jour à Bruxelles pour échanger et enclencher un processus de coordination de nos luttes, l'ATRAIE d'Espagne, la CNSP de France et l'UDEP de Belgique, association et mouvements de lutte sociale, citoyenne, démocratique, antiraciste et antifasciste des Sans Papiers et migrants pour la régularisation de tous les Sans Papiers et pour des lois humaines et progressistes dans nos pays d'accueil respectifs, déclarent après examen de la situation d'une extrême gravité en Belgique :

- Considérant l'occupation de 35 Eglises en Belgique par les sans papiers dans plusieurs villes de Belgique;
- Considérant l'élaboration par l'UDEP, mouvement de lutte des sans papiers de Belgique d'un projet de loi adopté en partie ou totalement par le PS, le CDH et Ecolo ;
- Considérant que ces partis ont déposé au parlement belge des projets de lois et que le gouvernement pour contrecarrer cette initiative a lui aussi déposé un autre projet répressif, xénophobe et antisocial ;
- Considérant la responsabilité indéniable des politiques anti-immigré(e)s dans la série noire macabre des assassinats racistes successifs en Belgique, dont le crime commis à l'encontre d'**un enfant de 2 ans, Luna, et contre Oulématou la malienne** ;
- Considérant que la grève de la faim des sans papiers du Petit Château en est aujourd'hui à son 33ème jour et que les grévistes affiche leur détermination par un écriteau sur lequel est inscrit : « **Les papiers ou les certificats de décès** » ;

Nous, Mouvements de sans papiers en lutte dans les différents pays européens pour le droit à l'existence légale exigeons du Roi de Belgique et du gouvernement belge :

- Pas de morts pour les papiers ;
- Régularisez ;
- Elaborez une nouvelle loi sur la base du projet loi proposé par l'UDEP ;
- Saluons le courage exemplaire des occupants et grévistes de la faim sans papiers des 35 sites occupés en Belgique.

A nos yeux la responsabilité du Roi de Belgique et du gouvernement belge est totalement engagée dans le drame qui se joue sur le territoire belge. Nous revendiquons que les revendications légitimes de l'UDEP soient satisfaites.

Signataires : CNSP de France – ATRAIE d'Espagne – UDEP de Belgique -

Fait à Bruxelles le 27 mai 2006

<sup>1</sup> Bobby Sands était un Républicain irlandais, mort suite à une grève de la faim entamée en 1981 à la prison de Long Kesh, pour exiger le statut de prisonnier politique.

### **Bahar**



**« S'exprimer, s'organiser, contester : ce n'est pas du terrorisme ! »**

Le Clea est un collectif citoyen visant à promouvoir un débat critique sur les nouvelles législations antiterroristes. Le cas de Bahar Kimyongür est exemplaire à cet égard. En vertu de ces nouvelles dispositions, non seulement les libertés d'expression et d'association sont mises à mal mais en plus la vie d'un homme qui n'a commis aucun délit est menacée.

A voir sur <http://perso.wanadoo.fr/clea.be>

# Libérez tous les prisonniers politiques